



PAUVRETÉ

Vaincre la précarité énergétique

ISSN : 0026-0290

INTERNATIONAL P.05

Venezuela
Un pays
en déroute

EN ACTION(S) P.08

Élections au Mali
Des observateurs
pour la démocratie

RENCONTRE P.12

Olivia
Adolescente
invisible



De vous à nous

1 Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Un membre du Secours Catholique-Caritas France vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org

VOTRE COURRIER JACQUES



Il n'y a pas « 8 millions de chômeurs »



X. SCHWIBEL / S.C.-C.F.

La présidente du Secours Catholique, Véronique Fayet, a parlé, en p. 4 de *Messages* de novembre, de « 8 millions de chômeurs »..

Quelles que soient les acceptions techniques du mot "chômage", il n'y a pas « 8 millions » de chômeurs en France ; ce qui donnerait sinon un taux de chômage de 28 % ! (8 millions de

chômeurs/28,8 millions d'actifs.) Selon la définition du Bureau international du travail (BIT), le taux de chômage français est voisin de 9,5 %, soit trois fois plus faible que celui qui résulterait de la déclaration de la présidente. Cela correspond à moins de 3 millions de chômeurs (au sens du BIT), qui sont des personnes à la recherche d'un emploi. Il y a d'ailleurs "seulement" 6,5 millions de demandeurs d'emploi, y compris ceux ayant un emploi (y compris à temps plein !). Il ne faut, bien sûr, pas minimiser le drame du chômage, en particulier celui de longue durée, qui ne cesse de croître ; mais il ne faut pas jouer avec la vérité, voire la travestir... au risque d'être prisonnier de ses erreurs ! ■

LA QUESTION DU MOIS

Victimes de la pauvreté ou migrants, faut-il choisir ?

Retraités aux fins de mois acrobatiques, familles ployant sous les dettes, chômeurs "au bout du rouleau", migrants déracinés, isolés, tentant depuis de longs mois de survivre dans un environnement parfois hostile... Est-il possible de répondre efficacement aux deux urgences, sans que l'une semble l'emporter sur l'autre dans l'ordre des priorités ? Peut-on aujourd'hui répondre à la souffrance des personnes vivant en France à la rue et à celles des réfugiés fuyant leur pays d'origine et permettre à tous de retrouver leur dignité ? Nous croyons que oui. Débattons-en !

➤ RÉAGISSEZ

LA RÉPONSE DE

GUILLAUME ALMERAS, RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT EMPLOI-ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE AU SECOURS CATHOLIQUE



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Vous avez raison d'interroger ces chiffres. En effet, les statistiques

du chômage les plus reconnues sont celles réalisées par l'Insee : leur référentiel, international, est stable depuis plusieurs années. Ainsi, son enquête trimestrielle montre en novembre 2016 que 2,8 millions de personnes n'ont pas travaillé la semaine précédant l'enquête, que 1,5 million ne cherchent pas d'emploi (le "halo du chômage"), que 1,6 million sont en sous-emploi et désirent travailler plus. Ce qui fait 6 millions de personnes repérées par l'Insee en capacité de travailler et qui ne le peuvent pas. À cela il faut ajouter des personnes "hors radars" ou chômeurs "cachés" qui, selon les hypothèses, sont de 1 à 2 millions. Nous avons retenu l'hypothèse haute. Il s'agit de jeunes non inscrits à Pôle emploi et non repérés par les enquêtes, de sans-domicile déclarés, de travailleurs

non déclarés qui restent discrets, de bénéficiaires du RSA non inscrits à Pôle emploi. Les chiffres de Pôle emploi et de l'Insee ne se recouvrent pas totalement : certains chômeurs sont à cheval sur ces chiffres et d'autres en dehors des statistiques. Donc la "disputatio" (le débat) reste ouverte et légitime.

Mais au-delà de la querelle des chiffres, les paroles des "sans-travail" que nous rencontrons disent l'absence de sens dans leur vie et la mort sociale. Ces termes révèlent des mécanismes économiques qui entraînent une nécrose de certains membres du corps social qui, pourtant, crient leur désir d'apporter leur richesse à la société. Christine Lagarde et Pascal Lamy, dans une tribune collective du *Monde* (11/11/2016), appelaient à ce que la France ouvre la voie à une économie responsable. Là sont l'essentiel et le sens de ce chiffre de 8 millions. Est-il surestimé ou désigne-t-il un gâchis social et économique ? ■

@ messages@secours-catholique.org

f [facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france](https://www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france)

t twitter.com/caritasFrance

✉ Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

CONTACTEZ-NOUS

messages

Mensuel du Secours Catholique-Caritas France : 106, rue du Bac 75341 Paris

cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Présidente et directrice de la publication** : Véronique Fayet • **Directrice de la communication** : Agnès Dutour • **Rédacteur en chef** : Emmanuel Maistre (7576) • **Rédacteur en chef adjoint** : Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Benjamin Sèze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent (7534) • Yves Casalis (7339) • Clarisse Briot • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédacteurs-graphistes** : Katherine Nagels (7476) • Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Elodie Perriot (7583) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 501 272 exemplaires • **Dépôt légal** : n°320406 • **Numéro de commission paritaire** : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte des pages spéciales destinées aux lecteurs du Maine-et-Loire ainsi qu'une lettre d'accompagnement/bon de solidarité et une enveloppe retour. Les lecteurs d'Alsace recevront des pages spéciales, un bon de générosité et une enveloppe retour.

ÉDITORIAL 03

SOCIÉTÉ

REVENU UNIVERSEL
Une fausse bonne idée ? 04

INTERNATIONAL

VENEZUELA
Un pays en déroute 05

EN ACTION(S)

ÉGYPTE
Un cinéma qui encourage
l'esprit critique 07

MALI
Veiller à la tenue d'un scrutin
démocratique 08

BOUTIQUE SOLIDAIRE
Casa Textile cible jeune 10

RENCONTRE

OLIVIA
Adolescente invisible 12

DÉCRYPTAGE

PRÉCARITÉS
Le défi de l'énergie 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20
Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« C'est la fête de la vie qui continue » 22
Parole de l'aumônier général 22

ACTION & ENGAGEMENT

YOANN LERICHE
Construire des liens
contre la précarité 23

Photos de couverture :

Sébastien Le Clezio et Gaël Kerbaol / Secours
Catholique-Caritas France

Belle et fraternelle année 2017 !



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Une nouvelle année qui commence, c'est aussi une page qui se tourne. Il faut donc tourner la page de notre 70^e anniversaire, mais garder la joie et l'enthousiasme nés de ces belles marches fraternelles organisées à travers toute la France et les Dom-Tom ; garder dans nos cœurs ce goût du partage et de la rencontre qui fonde notre identité.

Tourner la page aussi de l'année de la Miséricorde mais garder notre cœur brûlant car, comme le dit notre pape François, « le moment est venu de donner libre cours à l'imagination de la miséricorde pour faire naître de nombreuses œuvres nouvelles (...) La miséricorde exagère ; elle va toujours plus loin* ».

Alors posons un regard de confiance sur cette nouvelle année qui commence et que nous souhaitons plus douce, plus juste, plus paisible, pour tous ceux avec qui nous cheminons en France et dans le monde et qui ont tant de choses à nous dire et à partager, comme Olivia dont vous découvrirez le portrait dans ces pages, Olivia qui est restée debout

malgré toutes les souffrances traversées.

Aujourd'hui et demain, le moment est venu de bâtir des alliances avec les associations, les institutions et tous les hommes de bonne volonté qui partagent nos valeurs et non seulement désirent, mais témoignent qu'il est possible de vivre ensemble comme des frères. Oui, le moment est venu d'expérimenter de nouvelles formes de solidarité : dans nos manières de lutter contre la précarité énergétique (p. 14), ou encore dans l'accueil des plus démunis, comme en témoigne l'initiative Casa Textile (p. 10) créée par l'équipe Young Caritas de Clermont-Ferrand. Et tant d'autres actions portées par nos 67 000 bénévoles qui montrent que l'imagination et la générosité ne manquent pas. Cette année sera aussi celle d'une importante échéance électorale et il nous revient de créer des ponts entre les futurs responsables de notre pays et les personnes les plus fragiles. Leur expérience, leurs attentes, leur désir de justice doivent être entendus et partagés. Nous devons être les passeurs qui permettent ce dialogue fructueux.

La pauvreté, le chômage, le mal-logement continuent à générer souffrance, isolement et sentiment d'inutilité. Mais nous restons pleins d'espérance car des personnes fragiles et pauvres se lèvent et œuvrent avec nous tous pour la transformation du monde. Oui, à l'impossible nous sommes tenus ! Si nous ne le faisons pas, personne ne le fera !

Que 2017 soit pour nous tous une belle et fraternelle nouvelle année !

VÉRONIQUE FAYET,

PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

* *Misericordia et misera*, pape François, 20 novembre 2016.



Ce produit est imprimé
par une usine certifiée
ISO 14001 dans le
respect des règles
environnementales.



REVENU UNIVERSEL

Une fausse bonne idée ?

Le revenu universel est présenté par certains comme une alternative possible à la logique actuelle des minima sociaux. Le Secours Catholique se veut très prudent.



C. HARGOUES / S.C.-CFE

“**R**evenu de base”, “revenu universel” ou encore “allocation universelle”... Quelle que soit l'expression utilisée, l'idée est la même : celle d'un revenu versé à tous, sans conditions de ressources ni obligation de travail*. Elle est réapparue ces derniers mois dans le débat politique. Dans un rapport rendu public le mercredi 19 octobre 2016, 27 sénateurs de tous bords préconisent son expérimentation comme une « *alternative à la logique actuelle des minima sociaux* ». De même, plusieurs candidats à l'élec-

Le revenu universel risque de revenir à laisser les personnes se débrouiller seules.

BENJAMIN SÈZE

* Selon la définition du Réseau mondial pour le revenu de base.

TRAVAIL

“**Une allocation distribuée à tout le monde, et censée donner à tous le choix de travailler ou de ne pas travailler (...), non seulement (risque de transformer) les bénéficiaires en assistés, mais (de les désigner) également comme socialement inadaptés.**”

Dominique Méda, sociologue, dans *Le travail, une valeur en voie de disparition*, 1997.

«**C**ontrairement à ce qu'avancent les partisans du revenu de base, on ne voit pas en quoi les titulaires de ce revenu seraient davantage qu'aujourd'hui “libres de travailler ou de ne pas travailler” », explique Guillaume Alméras, qui rejoint sur ce point Dominique Méda. En fait, poursuit-il, « *les plus démunis seront toujours en butte aux mêmes difficultés pour trouver un emploi rémunéré si les règles du jeu économique et les systèmes de formation ne changent pas* ».

tion présidentielle, de droite comme de gauche, ont intégré cette piste parmi leurs propositions.

« *Avant de brandir le revenu de base, il est nécessaire de préciser de quelle question il est la réponse* », tempère Guillaume Alméras, spécialiste des questions d'emploi et d'insertion au Secours Catholique. « *Il n'y a pas une proposition de revenu de base mais de multiples théories.* » Après avoir travaillé sur les différentes hypothèses, le résultat le laisse sceptique : « *Aucune de ces conceptions n'apporte la garantie d'un avenir meilleur pour les personnes en précarité.* » Au contraire, il craint que la mesure se résume « *à faire un chèque dont le montant sera de toute façon insuffisant pour vivre dignement puis à laisser les personnes se débrouiller seules* », dédouanant ainsi les responsables politiques de toute obligation de régler les problèmes, notamment, d'accès à l'emploi. Or, insiste-t-il, « *la pauvreté n'est pas qu'une question d'argent, c'est aussi celle du manque de reconnaissance sociale. D'où l'importance de pouvoir travailler* ».



ATD QUART MONDE

« **Territoires zéro chômeur de longue durée** », lors de la “grève du chômage” le 15 octobre 2015.

ACTIVITÉ

Zéro chômeur longue durée

Une expérimentation “territoires zéro chômeur de longue durée”, à l'initiative d'ATD Quart Monde et soutenue par le Secours Catholique, est menée depuis quelques mois en France. L'idée principale : réorienter les efforts engagés dans la lutte contre le chômage de longue durée vers la création d'activité. Ainsi, plutôt que de donner de l'argent à des personnes parce qu'elles ne peuvent pas travailler, on verse cet argent à une entreprise ou une association habilitée qui a pour vocation de créer de l'activité pour permettre à ces personnes de vivre grâce à leur travail.

RESSOURCES

Un revenu social commun

Pour simplifier les minima sociaux, le rapport du député Christophe Sirugue préconise de fusionner différentes prestations sociales en un “revenu social commun”. Celui-ci concernerait tous ceux qui touchent des minima sociaux actuellement, et il serait automatique, c'est-à-dire sans nécessité de fournir des pièces justificatives, si le revenu du ménage le justifie. Le montant de ce “revenu social” serait accompagné d'un “complément d'insertion” pour les personnes qui touchent le RSA actuellement, et d'un “complément de soutien” pour les personnes de plus de 65 ans ou en situation de handicap.

LE CHIFFRE DU MOIS

530 €

C'est le revenu mensuel des personnes rencontrées par le Secours Catholique. Le seuil de pauvreté calculé par l'Insee est de 1 000 €/mois (60 % du revenu médian). Selon les scénarios, le montant du revenu universel envisageable serait inférieur à 1 000 €, et le plus réaliste est estimé à 500 €.



VENEZUELA

Un pays en déroute

Il y a peu de temps encore, le Venezuela s'en sortait plutôt bien, prospérité établie sur un cours du pétrole à la hausse. Mais désormais, au bord de l'implosion et quasiment en faillite, enlisé dans une corruption énorme et une pauvreté considérable, le pays sombre. La Caritas nationale se mobilise.



À Caracas, capitale du Venezuela, les files d'attente s'allongent devant les boulangeries. La population se rue sur le pain – fixé à un prix très bas par le gouvernement – depuis que les supermarchés sont presque vides. Les boulangers, eux, vendant à perte, risquent à terme, si les autorités maintiennent leur pression, de devoir fermer leurs commerces. Image d'un pays en déroute.

Caritas Venezuela veille à ce que les plus démunis aient accès aux soins.

Selon l'Institut national de la statistique, la pauvreté, qui touchait 21,2 % des Vénézuéliens en décembre 2012, a atteint 33,1 % en juin 2015. Mais d'après une enquête réalisée par une organisation privée, elle aurait affecté 75,6 % des habitants en 2015 ! Les hôpitaux reflètent le chaos actuel : médicaments et équipements inexistant, blocs opératoires non nettoyés par manque de personnel, chirurgiens donnant aux patients qui doivent se faire opérer une liste de fournitures à acheter...

Face à la montée des difficultés économiques et sociales, Caritas Venezuela se mobilise, notamment pour la santé. Elle organise ainsi des consultations médicales dans les quartiers défavorisés de plusieurs grandes villes. Des médecins et des infirmières bénévoles soignent 60 malades par consultation, uniquement grâce à des dons privés de médicaments, faute d'avoir l'autorisation du gouvernement pour en importer en quantité suffisante.

YVES CASALIS

HAÏTI

L'urgence permanente



MARIE ARAGO / CATHOLIC RELIEF SERVICES

Trois questions à Georges Leperchey, bénévole au département Caraïbes-Amérique latine.

Vous rentrez d'Haïti. Qu'avez-vous vu ?

Le cyclone qui a touché les trois départements du sud-ouest d'Haïti le 4 octobre a littéralement tout balayé. Habitations, cultures, végétation, cheptel, bateaux et nasses : tout a été détruit. On déplore 500 morts. Mais les maisons construites après le séisme de 2010 ont résisté.

Quelle aide a été apportée ?

Le réseau Caritas a immédiatement débloqué 250 000 euros pour parer au plus urgent. Un autre appel de fonds de 3 millions va prendre le relais pendant un an. Caritas Haïti a distribué des centaines de kits alimentaires et de kits d'hygiène. Puis elle distribuera les matériaux nécessaires pour reconstruire les maisons, des semences améliorées pour obtenir rapidement des récoltes et de jeunes animaux pour reconstituer les cheptels.

Quelle est la situation sanitaire aujourd'hui ?

Préoccupante. Les personnes sans abri ont été entassées dans les bâtiments publics. Le choléra est en recrudescence, ainsi que des maladies de peau. Les latrines détruites par le cyclone et la pluie qui a duré deux mois en sont la cause.

Propos recueillis par Jacques Duffaut

ALERTE

Mossoul : répondre à un afflux de déplacés

Depuis octobre dernier, l'armée irakienne et ses alliés tentent de chasser Daech de Mossoul, ville au nord du pays que l'organisation terroriste a mise sous sa loi en juin 2014. Début décembre, la plupart des déplacés étaient pris en charge par l'ONU. Néanmoins la Caritas américaine (CRS), en prévision d'un éventuel afflux, dispose au Kurdistan, plus au nord, et à Kirkouk, au sud-est de Mossoul, de personnel et de matériel humanitaire supplémentaires pour répondre aux besoins.

En action(s)

La Maison d'Abraham se modernise

Implantée à Jérusalem depuis 1964, la Maison d'Abraham du Secours Catholique poursuit sa mission d'accueil des pèlerins les plus modestes, quelle que soit leur origine ou leur confession. Pour que le plus grand nombre profite de la Maison, 16 chalets en bois ont été installés dans le parc, portant la capacité totale à 140 lits. Une nouvelle équipe a récemment pris le relais pour animer cette Maison qui est aussi un lieu de rencontre d'acteurs de paix et de justice ainsi qu'un lieu de ressources et de formation. En 2017, la Maison accueillera 4 sessions bibliques, la première du 31 mars au 9 avril.

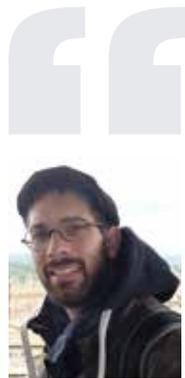
J.D.



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

PAROLE DE **BRUNO HYPOLITE**, 30 ANS, ANIMATEUR DE RÉSEAU À AVIGNON

En 2012, la mairie d'Avignon a fermé les douches municipales qui donnaient sur la place de l'Horloge, prétextant des questions de sécurité. Depuis, les personnes mal logées qui n'ont pas de salle de bain et les personnes à la rue n'ont plus aucun endroit, à part notre accueil de jour, pour se doucher. L'idée d'une douche mobile m'est venue en lisant un article sur une initiative similaire à Paris. À l'occasion d'une conversation, le Directeur départemental de la cohésion sociale (DDCS) nous a dit qu'il nous soutiendrait. Nous avons contacté l'association parisienne Mobil'douche, qui était partante, avant de nous lancer dans ce projet. Il a fallu inciter la mairie à nous soutenir, et discuter avec les personnes qui fréquentent l'accueil de jour afin de bien cerner les besoins. La sous-préfecture, via la DDCS, a financé l'achat et l'aménagement d'un camping-car. L'État cofinance avec la ville le poste salarié du responsable de tournées de rue. C'est un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) au sein de l'association Mobil'douche. Nous assurons pour notre part l'accompagnement béné-



D.R.

vole des tournées, le plein d'essence, une place de parking... Depuis juillet 2015, le camping-car circule dans Avignon et ses environs les lundis, mercredis et vendredis de 16h30 à 21h30. La première personne qui nous a appelés était une femme qui vivait dans sa voiture. Parfois ce sont des travailleurs précaires, après une journée de travail. Le contact est pris par téléphone. On va aussi à la rencontre des gens à la rue. Si besoin, on

Avec notre douche mobile, on va à la rencontre des gens à la rue.

propose des sous-vêtements et vêtements propres. Il n'y a qu'une douche et le temps n'est pas limité. Les personnes peuvent, avant ou après, rester un moment, prendre un café et discuter. En parallèle, on continue, avec d'autres associations, à faire pression sur la mairie pour qu'elle rouvre des douches publiques.

Propos recueillis par Benjamin Sèze

D'INFO

L'association parisienne Mobil'douche : mobildouche.fr

INITIATIVE

Ensemble contre le chômage

En Savoie, le Secours Catholique s'est rapproché de SNC, Solidarités nouvelles face au chômage, ainsi que d'autres structures : Adises Active, Savoie vivante et l'Accorderie. Ensemble, ils ont décidé d'organiser une soirée ludique autour de la question du travail. Le 9 novembre, 150 personnes de Chambéry et de ses environs ont ainsi assisté à une pièce de théâtre, *Un emploi nommé désir*, jouée par des acteurs professionnels à partir de témoignages de demandeurs d'emploi. Objectif : démonter les préjugés et se faire connaître des élus locaux, nombreux dans la salle ce soir-là. Par la suite, le collectif espère être force de proposition notamment auprès de Pôle emploi, et entend bien mener d'autres actions communes dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi. **C.L.-L.**

VU SUR PLACE EN ÉGYPTTE

Un cinéma qui encourage l'esprit critique

Les films audacieux réalisés par de jeunes Égyptiens avec l'appui d'une association culturelle – soucieuse de préserver son anonymat –, partenaire (depuis 2012) du Secours Catholique-Caritas France, vont-ils contribuer à donner un nouveau souffle au cinéma égyptien ? En tout cas, ils encouragent des centaines de ruraux et de citadins privés d'activités culturelles à débattre de questions sociales (violences envers les femmes, pauvreté...) dans les huit ciné-clubs installés au Caire et en Haute-Égypte par l'association. Ces échanges conduisent les citoyens à élargir leur réflexion, au-delà des thèmes abordés, à la société en général.

Parmi les longs métrages soutenus, *La Dernière Casette* est le récit d'un homme qui a enregistré les événements survenus dans le pays en 2015. *La Trace du papillon* (2015) raconte l'histoire d'une femme dont un frère a été tué lors d'une manifestation au Caire : c'est un documentaire réalisé par un élève de l'école de cinéma "indépendante" ouverte par



D.R.

l'association dans un quartier populaire du Caire. Dans cet ancien studio de cinéma, 30 jeunes vont pouvoir devenir réalisateurs, alors qu'ils n'auraient pas pu financer le coût élevé des études dans les deux écoles officielles. Certains des diplômés animeront des ciné-clubs dans leur région d'origine. « *C'est une excellente école, témoigne Muriel Barbary, du Secours Catholique. Des cinéastes/professeurs talentueux et engagés y sont intervenus. Elle favorise la création et l'esprit critique !* » ■

Yves Casalis

Les ciné-clubs favorisent les échanges et les réflexions sur la société égyptienne.

A SUIVRE

Les plus pauvres à la rencontre du pape

Célébrant le jubilé de la Miséricorde à Rome, 3 500 personnes en situation d'errance ont répondu à l'invitation du pape, relayée par les diocèses de France et l'association Fratello. Venus de 22 pays européens, ils se sont rendus à Rome du 11 au 13 novembre 2016. La délégation parisienne du Secours Catholique s'est associée aux autres mouvements du diocèse de Paris accompagnant près d'une cinquantaine de personnes. Six mois à l'avance, des personnes vivant en situation d'exclusion ou l'ayant connue et ceux qui les accompagnent tout au long de l'année ont préparé ce pèlerinage. Ils se sont rencontrés et ont partagé leurs motivations. Les petites fraternités, des groupes d'une

douzaine de pèlerins au sein desquels ils ont vécu à Rome, prolongeront dans les semaines et mois à venir cette communion fraternelle avec le Saint-Père. L'appel de celui-ci à se reconnaître les uns et les autres comme des pauvres et comme des frères a marqué les esprits. À deux reprises, ils se sont trouvés en proximité avec le pape François : le vendredi matin pour une audience des témoignages de vie, le dimanche au cours d'une messe solennelle à la basilique.

Marie-Hélène Content

+ POUR ALLER PLUS LOIN

fratello2016.org

FORUM NATIONAL

Les voix de la pauvreté

Le 17 novembre dernier, le Secours Catholique présentait son rapport statistique annuel sur "L'état de la pauvreté en France", au palais Brongniart à Paris, devant près de 600 personnes. Cette journée a permis d'affirmer, en écho au projet associatif et national "Ensemble construire un monde juste et fraternel", la nécessaire participation des plus fragiles, experts de la précarité, au combat contre la pauvreté. Jacques Toubon, Défenseur des droits, confirmait par sa présence son engagement pour les droits des plus silencieux. L'expression de tous sur le changement possible de notre société vers plus de fraternité a été largement favorisée au cours d'ateliers de réflexion. En clôturant le forum, Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion, ainsi que trois autres élus ont tour à tour manifesté leur soutien à l'association et leur préoccupation pour plus de solidarité et de justice.

TURQUIE

Auprès des femmes migrantes

À Kumkapi, dans la banlieue d'Istanbul, les Irakiennes, Iraniennes, Afghanes et femmes d'autres nationalités sont en danger permanent face aux agressions racistes ou sexuelles. Pour répondre à leur détresse, Caritas Turquie a ouvert un centre d'accueil de migrants qui a accueilli 390 d'entre elles en 2016. Elles ont pu bénéficier d'un soutien psychologique, suivre des cours d'anglais et de turc et approfondir leurs connaissances sur les questions de nutrition, de santé et d'éducation. Sur place, des juristes les conseillent également sur les démarches de régularisation envisageables et les informent sur leurs droits.

MALI

Veiller à la tenue d'un scrutin démocratique

Le 20 novembre 2016, les Maliens étaient appelés aux urnes pour élire leurs maires. Des élections plusieurs fois reportées depuis la crise de 2012, en raison de l'insécurité qui sévit dans le pays. Notre journaliste Cécile Leclerc-Laurent a participé à la mission d'observation électorale organisée par Caritas Mali.

Dimanche matin, 8 h. Quelque 80 bureaux de vote ont été installés dans l'école Aminata Diop de la commune IV de Bamako. Le bureau n° 67 est l'un de ceux érigés dans la cour, sous des bâches protégeant du soleil. Casquette et t-shirt "Caritas Mali", badge officiel de la Céni (Commission électorale nationale indépendante), me voici observatrice des élections. À mes côtés, un président et quatre assesseurs, ainsi qu'un délégué de la Céni et des délégués des partis politiques. L'urne en plastique est scellée sous mes yeux. Elle est vide.

Un assesseur affiche les listes électorales comportant une photo pour chaque électeur, et prépare l'encre qui servira à faire émarger les électeurs avec l'index, dans ce pays où 70 % de la population est analphabète. À 8h10, le bureau ouvre officiellement.

Caritas Mali a déployé 428 observateurs (dont 71 superviseurs) dans les bureaux de vote du pays. L'ONG est même présente dans certaines régions à risques du nord. Déjà, en 2013, lors des précédentes élections présidentielle et législatives, Caritas avait observé les scrutins.

Depuis plusieurs semaines, grâce au soutien d'universitaires, elle forme des volontaires à l'observation d'un scrutin libre et transparent. Ainsi, un formulaire précis m'a été remis : les bureaux de vote ont-ils ouvert à l'heure ? Manque-t-il du matériel électoral ? Le dépouillement se déroule-t-il sans fraudes ? Dans le bureau n° 30, Toussaint assume son rôle avec sérieux. Il m'explique avoir vérifié que l'isoloir était bien placé dans un lieu confiné, et regardé chaque fois qu'un électeur votait qu'il ne glissait bien qu'un seul bulletin dans l'urne. Il note aussi dans son rapport avoir observé des délégués de certains partis faire pression sur des électeurs dans la cour de l'école. Déjà observateur en 2013, il est convaincu que la présence de Caritas contraint les présidents et assesseurs des bureaux à faire en sorte que tout se passe correctement. C'est aussi l'avis de Keïta, électrice d'une cinquantaine d'années : « Les observateurs indépendants permettent d'éviter les magouilles et les scandales. » « Il en faudrait d'ailleurs plus », renchérit Youndoussou, un électeur.

Campagne de sensibilisation

Théodore Togo, secrétaire général de Caritas Mali, se félicite : « En observant ces élections communales, on montre à la population qu'elle doit être actrice de la construction démocratique. » Et pour cause, les observateurs étaient aussi, ces dernières semaines, des sensibilisateurs. Ils ont parcouru les marchés du pays afin d'expliquer le rôle d'un maire au Mali et de sensibiliser à l'importance de ces élections. Un petit guide a même été rédigé avec un comité d'experts. Parmi eux, Yoro Dabo, professeur spécialiste de la gouvernance : « Il est important d'impliquer les citoyens pour qu'ils soient conscients de leur développement. Un maire a en charge la gestion de l'eau, les écoles, la sécurité, ce n'est pas rien. »

18 h. Il fait nuit. Les bureaux de vote ferment. Dans le bureau 67, les assesseurs dépouillent les bulletins à la lumière de torches. Je vérifie que le nombre d'électeurs ayant émargé correspond au nombre ■■■

+ À LIRE

Le blog de Caritas Mali sur cette observation électorale : caritasmalielections2016.blogspot.fr



Un observateur de Caritas Mali vérifie que l'urne est bien scellée.

X. SCHWIBEL / S.C.-C.F.

VU D'AILLEURS RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Ils bravent la peur et exigent des élections



P. DELAPIERRE / S.C.-C.F.

Le 30 novembre, à Bukavu, dans l'est de la RDC, sœur Clara, membre de la commission épiscopale Justice et paix du Sud-Kivu, a été assassinée. « *Les intimidations sont fortes mais nous ne baisserons pas les bras* », affirme l'abbé Justin, responsable de la commission dans la province. « *Ce crime démultiplie notre motivation à poursuivre l'interpel-*

Au cours de formations, la commission épiscopale Justice et paix éveille la conscience civique de la population.

lation de la classe politique sur l'urgence démocratique et l'éveil de la conscience civique de la population. »

Une motivation visible dans la mise en œuvre, de janvier 2014 à décembre 2016, du projet de mobilisation citoyenne porté par Justice et paix, en lien avec le Secours Catholique-Caritas France, alors même que les élections locales promises par les autorités étaient annulées. Malgré le climat politique lourd, 10 sessions de formation rassemblant 250 animateurs paroissiaux, leaders et para-juristes ont eu lieu dans 37 paroisses. Une émission de radio et un bulletin de

vulgarisation, "Notre Parlement et nous", ont expliqué entre autres le déroulement des scrutins. 750 leaders communautaires – dont 40 % de femmes – se sont engagés pour la démocratie.

“ Par nos actions, nous exigeons la fin d'un pouvoir dictatorial. ”

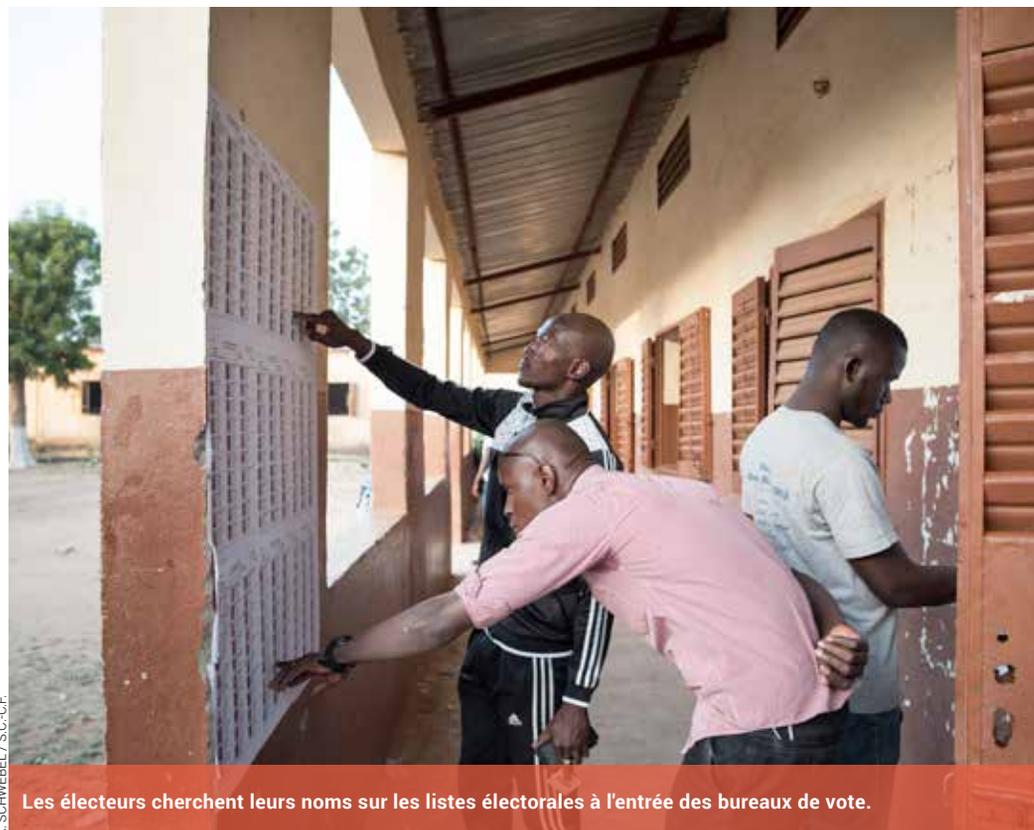
« *Ces actions préparent les citoyens à exiger la tenue des élections et la fin d'un pouvoir dictatorial* », se félicite l'abbé Justin. « *Les habi-*

tants que nous soutenons, de mieux en mieux informés, bravent la peur. Partout, des voix s'élèvent : elles demandent le départ des dirigeants en fin de mandat et dénoncent les fraudes et mécanismes qui ont pour but de maintenir le peuple dans l'oppression. » ■

Yves Casalis

de bulletins. Au siège de la Caritas, les superviseurs compilent les rapports des observateurs et rédigent des comptes rendus. Deux jours plus tard, Caritas publie une déclaration. Elle se félicite de la bonne tenue générale du scrutin mais déplore certains cafouillages (ouverture tardive de bureaux, enlèvement de matériel électoral dans le nord) et un taux de participation relativement faible (autour de 30 % selon la presse). Début décembre, elle remet une série de recommandations à la Céni en vue des prochaines élections. Issaga Kampo, premier vice-président de la Céni, estime que la mission de Caritas « *aide à la tenue d'élections libres et transparentes et améliore la qualité du processus électoral* ». Caritas Mali compte en tout cas ne pas s'arrêter là : « *La lutte contre la pauvreté a besoin de la démocratie, estime Théodore Togo, seule une bonne gouvernance permet le développement des communautés.* » ■

Cécile Leclerc-Laurent



X. SCHWEBEL / S.C.-C.F.

Les électeurs cherchent leurs noms sur les listes électorales à l'entrée des bureaux de vote.

BOUTIQUE SOLIDAIRE

Casa Textile cible jeune

Des jeunes du Secours Catholique du Puy-de-Dôme ont monté une boutique solidaire pour rencontrer d'autres jeunes, en difficulté, et pour apprendre d'eux comment les aider. Un doux mélange d'égalité et de fraternité.

REPORTAGE JACQUES DUFFAUT

La rue Saint-Dominique du vieux Clermont-Ferrand fleure bon l'époque où les calèches se frayaient un chemin à travers une foule de chahuts, de marchands et de badauds. Aujourd'hui piétonne, mais toujours étroite et pavée, elle reste une artère commerçante fréquentée. À l'angle d'une rue perpendiculaire, une nouvelle boutique vient d'ouvrir. Elle s'appelle "La Casa Textile".

Malgré son nom, elle a un petit air anglo-saxon. En vitrine, un grand mannequin masculin vêtu d'un pantalon et d'un blouson. Derrière lui, le comptoir, puis une autre vitrine, celle

qui donne sur la rue adjacente et qui éclaire la partie la plus spacieuse de la boutique, le coin détente. Ceux qui y sont installés bavardent gaiement. Amir et Hashim, assis sur le canapé, apprennent quelques mots de français avec Gladys. Ils sont afghans. Ils sont venus avec leurs amis soudanais qui, installés devant l'ordinateur, écoutent une musique de leur pays sur Internet. Élodie, volontaire civique, propose du café et des gâteaux. Mamoudou dispose quelques jeans sur les barreaux d'une échelle-présentoir : « J'ai 33 ans, dit-il en souriant. J'ai fui la Côte d'Ivoire en 2012. Je suis demandeur



Délégation Auvergne, Cantal-Puy-de-Dôme

133, avenue de la République
63051 Clermont-Ferrand Cedex 2
Tél : 04 73 98 27 37

cantalpuydedome.secours-catholique.org
cantalpuydedome@secours-catholique.org

Nombre de bénévoles : 870

Nombre d'équipes locales : 43

Nombre de personnes accueillies : 16 000

Nombre de boutiques solidaires : 5

+ D'INFO

secours-catholique.org/economie-solidaire-et-durable

d'asile. Le soir, j'appelle le 115 pour dormir à l'abri. Quand il n'y a pas de place, je dors à la gare. » Il aide Gladys et Élodie à tenir la boutique.

Accueil inconditionnel

Pour Gladys, ce stage de six mois à la boutique termine en beauté un master en actions culturelles et gestion de projets. Arrivée un mois avant le 5 octobre, jour de l'ouverture, elle anime la boutique et organise des sorties culturelles, « essentiellement visuelles car tous ne parlent pas notre langue, dit-elle. Depuis qu'il y a deux Centres d'accueil et d'orientation (CAO) à Clermont-Ferrand, nous accueillons six ou sept étrangers par jour. Nous passons du temps avec eux. »

Aurélien, animateur du Secours Catholique, en charge des jeunes, est un des créateurs du lieu. « Nous voulions à la fois mener un projet solidaire et montrer qu'on peut s'engager au Secours Catholique sans attendre la retraite. Nous avons trouvé ce local, fait des travaux pendant neuf mois, et réalisé tout entre jeunes. » Claire, animatrice chargée de l'insertion et de la filière textile, a apporté son expérience en choisissant les vêtements « sur des critères de qualité, d'utilité et d'esthétique parmi les habits donnés au Secours Catholique ». Car la boutique est aussi ce jeu de patères et de cintres mettant en valeur de belles robes et des jeans de qualité à un prix défiant toute concurrence. ■

+ PAROLE DE PIERRE NOLLEVALLE, DÉLÉGUÉ DU PUY-DE-DÔME/CANTAL

« Un lieu pour fraterniser »

Le délégué du Secours Catholique a fait confiance aux jeunes de Clermont-Ferrand en les soutenant lors de la création de la Casa Textile.



G. KERBAOL / SC-CF

Le concept de la Casa Textile repose sur trois piliers. D'abord, nous avons voulu proposer à un public jeune un accueil efficace et agréable. On y trouve des vêtements à la mode, souvent de marque, à des prix imbattables. Naturellement, tout le monde peut entrer. On peut s'asseoir dans un canapé ou un fauteuil, boire un café ou un thé, utiliser l'ordinateur et sa connexion Internet, se rencontrer, faire connaissance. Ensuite, nous avons voulu détecter les situations de pauvreté, être attentifs aux besoins pour essayer d'y répondre

à plus ou moins court terme. Enfin, nous avons voulu réaffirmer que nous sommes tous acteurs, que chacun d'entre nous apporte sa part en fonction de ses talents. Les bénévoles et les personnes en précarité sont ici dans un rapport de fraternité.

La boutique est récente. Elle est dans la dynamique insufflée par l'université d'été des jeunes du Secours Catholique, à Saint-Malo. Ceux qui y ont participé en sont revenus débordants d'enthousiasme. Avec eux, nous nous sommes engagés à être créatifs, imaginatifs, innovants. Nous ne rentrons pas encore dans nos fonds, mais tout en restant pragmatiques, il était de notre devoir d'oser. Comme il sera de notre devoir de l'arrêter si un jour ce lieu d'accueil ne répond plus à un besoin. Il faudra alors évoluer.

Propos recueillis par J.D.



En action(s)

À l'intérieur de la Casa Textile, rue Saint-Dominique à Clermont-Ferrand **1**, Claire et Mamoudou mettent en valeur les vêtements proposés à la vente **2** / **3**, avant de retrouver les visiteurs installés dans le coin détente **4**, lieu de rencontre, d'échanges et d'enrichissement mutuel **5** / **6**.

PHOTOS : GAËL KERBAOL / S.C.-C.F.





Rencontre

OLIVIA

Adolescente invisible

Tombée à 13 ans en esclavage domestique, Olivia a vécu neuf ans en France sans existence juridique. Maltraitée, elle a eu la force de surmonter les épreuves avant de se reconstruire et vouer sa vie à la lutte contre l'esclavage moderne.

PAR JACQUES DUFFAUT PHOTOS : GAËL KERBAOL / S.C.-C.F.

Olivia est née à Lomé (Togo) en 1974, dans une famille aisée. Son père, officier, a eu 17 enfants avec trois femmes. Olivia, elle, est l'avant-dernière de la fratrie. Petite, elle montrait des réticences à aller à l'école « *parce qu'on m'y battait* », explique-t-elle. « *J'avais 12 ans quand une amie de la famille est venue voir mes parents. Une compatriote à Paris allait avoir un bébé et recherchait une adolescente pour s'en occuper. Celle-ci serait payée et éduquée. J'allais pouvoir aller en France dans une école où on ne me battrait pas ! J'étais heureuse.* » Dans l'avion, on la confie à une femme qu'elle ne connaît pas et qui détient

son passeport. « *Un faux passeport qui disait que j'avais 18 ans.* » L'arrivée n'est pas celle qu'elle espérait. « *Un couple m'attendait. Lui français, elle togolaise. Petit bout de femme, une boule de nerfs. Une de mes valises lui était destinée, elle ne la trouvait pas. Elle a commencé à m'insulter en mina, la langue de chez moi, en disant que c'était ma faute.* » Chez le couple, dans les Hauts-de-Seine, Olivia est installée dans la chambre du bébé. Pendant une année, elle fait toutes les corvées. Le bébé a un an. Olivia le porte au dos. Si elle tente de le coucher, il pleure. S'il pleure, sa mère déchaîne sa violence contre Olivia. Alors l'adolescente

vit en permanence avec l'enfant accroché à elle. Et elle dort debout. « *Quand j'ai raconté à la police que je dormais debout, elle ne m'a pas crue, dit-elle. Mais lorsque le mari a été interrogé, il a confirmé ce point. Je ne mangeais pas à ma faim. Je pouvais passer trois ou quatre jours sans manger. On me privait même d'eau. Je m'enfermais dans les toilettes pour boire.* »

Violences physiques

Le dernier jour qu'elle passa chez le couple fut terrible. « *Dans le quartier, une fille de mon âge m'avait suivie un jour pour savoir où j'habitais. Ce jour-là, elle a frappé à la porte et a dit que nous allions ensemble au cinéma. C'était faux mais il a fallu que j'avoue ce qui n'était pas vrai. La femme a allumé les plaques électriques, a attendu qu'elles soient rouges et m'a plaqué les mains dessus.* »

« *Ensuite elle m'a frappée, arraché une poignée de cheveux, rouée de coups aux jambes et perforé mes pieds avec ses talons aiguilles. Puis elle m'a jetée à la porte. Où aller ? Je ne connaissais personne, je ne parlais pas français. Je pleurais, demandais pardon. J'avais peur, froid, faim, je saignais. "Si tu tapes encore, a-t-elle crié à travers la porte, je te tue, te coupe en morceaux et te mets dans une poubelle. Personne ne te retrouvera !" »*

BIOGRAPHIE

1974 : naissance à Lomé (Togo)

1988 : à 14 ans part pour la France chez une compatriote où elle est séquestrée et réduite en esclavage domestique

1997 : rencontre le Comité contre l'esclavage moderne (CCEM).



CE QUE JE CROIS

Je souhaite retourner un jour vivre au Togo pour y fonder une association de lutte contre l'esclavage moderne et y sensibiliser l'opinion. Car les racines de l'esclavage se trouvent là-bas, au Togo, et partout ailleurs en Afrique. ”

Après de longues heures d'angoisse, Olivia trouve enfin l'appartement de sa camarade. « *J'ai frappé. On a ouvert et je me suis effondrée. J'ai dormi chez eux deux jours d'affilée. Sa famille m'a cachée, soignée puis m'a fait quitter le quartier.* »

Olivia n'a pas de papiers. Elle est invisible. Ce qui autorise les saint-bernard d'hier à se transformer en loups. Olivia tombe sous leur coupe. Elle n'est plus frappée ni affamée, mais insultée et maltraitée. « *J'étais considérée comme une moins que rien. Tout le monde me donnait des ordres, même le plus petit des marmots.* » Au moins, elle apprend le français.

Olivia et ses nouveaux maîtres habitent le Val-d'Oise. Elle a maintenant 23 ans. Sa copine est adulte, et employée chez une famille bretonne. Plutôt que d'exécuter elle-même les tâches ménagères,

elle introduit Olivia dans la maison où celle-ci passe l'aspirateur, fait la lessive et le repassage, tandis que la copine regarde la télévision. Jusqu'au jour où le couple découvre le manège.

La femme de ménage en titre demande à Olivia de ne plus revenir. Or, pour Olivia, ce travail était une respiration. Alors, le lendemain matin, elle revient voir le couple breton et explique sa situation. « *Au départ, je voulais qu'ils me trouvent un avocat pour obtenir des papiers, mais ils ont vite compris qu'ils étaient face à un cas d'esclavage domestique. Ils ont contacté le Comité contre l'esclavage moderne (CCEM).* » Cette association qui vient en aide aux personnes victimes de traite la prend en charge et l'accompagne dans ses démarches.

Au terme de dix ans de procédure,

la tortionnaire togolaise d'Olivia a été condamnée à huit ans de prison ferme par la cour d'assises de Versailles. Aujourd'hui, Olivia vit avec son mari et leur fils de trois ans dans un coquet appartement du 17^e arrondissement de Paris. Après sa libération, elle a travaillé, appris à lire et à écrire et suivi plusieurs formations. Et elle se bat à son tour aux côtés du CCEM, partenaire du Secours Catholique, pour que cesse toute forme d'exploitation humaine. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

#INVISIBLES

Ce court-métrage dénonce sous forme de fiction le cauchemar vécu par les enfants victimes de la traite des êtres humains en France : esclavage domestique, exploitation sexuelle, mendicité forcée, contrainte à commettre des délits, exploitation dans le sport. Ils seraient des centaines voire des milliers de victimes invisibles dans notre pays. Le projet a été porté par le collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » piloté et animé par le Secours Catholique-Caritas France. Un livret pédagogique d'accompagnement a également été publié.

Pour en savoir plus : contrelatraite.org





Si ton cœur ne bat plus,
je le donnais le mien,
de toute façon sans toi,
il me sert à rien !!!



L'amour est comme le
jardinage, ça commence
par une pelle et se
finit par une graine

La mort doit être un beau
voyage puisque personne n'y
est jamais allé

DÉCRYPTAGE

PRÉCARITÉS

LE DÉFI DE L'ÉNERGIE

INTERVIEW 16

JÉRÔME VIGNON

RÉNOVATION 17

FINIES LES PASSOIRS ÉNERGÉTIQUES !

ISOLEMENT 18

AVEC DENIS, RECLUS CONTRE LE FROID

Elle touche un ménage sur cinq. La précarité énergétique, en progression ces dernières années, recouvre des réalités diverses : il y a ceux qui cumulent les impayés, ceux qui habitent des "logements passoires", ceux qui doivent choisir entre se chauffer ou manger... Pour tous, les conséquences sont lourdes : financières, sanitaires et sociales. Car bien se chauffer, c'est être bien chez soi et bien avec les autres. Le Secours Catholique se mobilise pour prévenir et enrayer cette précarité croissante qui frappe d'abord les plus pauvres.

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Une déclinaison de la pauvreté

La précarité énergétique frappe d'abord les plus pauvres, qui n'ont pas les moyens de régler des factures dont le montant ne cesse de croître. Le Secours Catholique s'efforce d'identifier et accompagner les personnes concernées, et d'interpeller les pouvoirs publics.

ENQUÊTE : CLARISSE BRIOT / PHOTO : LIONEL CHARRIER-MYOP / S.C.-C.F.

« La précarité énergétique constitue une dimension de la pauvreté et une manière contemporaine d'en saisir les manifestations », analyse Johanna Lees, socio-anthropologue, dans une thèse consacrée au sujet. Selon elle, le phénomène « touche avec plus de force et d'intensité les populations modestes et très modestes » et représente « une nouvelle figure de la relégation sociale ». Pas étonnant que le Secours Catholique soit en première ligne face à cette réalité qui gagne du terrain. « L'énergie est devenue, après l'alimentation, le deuxième poste d'aides du Secours Catholique », souligne François Boulot, chargé de mission pour l'association. « En dix ans, ces aides à l'énergie ont quasiment doublé. » Financières (endettement), sociales (repli sur soi) et même sanitaires (maladies respiratoires), les conséquences de la précarité énergétique font apparaître une spirale. « Face aux impayés, les gens se débrouillent », témoigne Guy Nécaille, référent au Secours Catholique dans l'Aisne. « Ils abandonnent la chaudière pour des convecteurs électriques ou le poêle à pétrole, bouchent les aérations... Ce système ne fait qu'augmenter leur précarité. » Sans oublier ceux qui renoncent tout simplement à se chauffer.

Partenariat avec EDF

« L'enjeu principal est d'aider les gens en grande pauvreté à régler leurs factures, déclare François Boulot. Payer 130 euros de chauffage par mois, c'est impossible quand on vit sous le seuil de pauvreté. » Car si la précarité énergétique se situe au croisement de plusieurs facteurs (prix de l'énergie, qualité du logement, comportements...), l'insuffisance des ressources est déterminante. Le Secours Catholique plaide donc pour une révision des tarifs sociaux – dont il a contribué à rendre l'application automatique en 2012 –, une augmentation du chèque énergie qui les remplacera en 2018 et une hausse des aides sociales spécifiques (Fonds solidarité énergie,

Fonds solidarité logement...), trop limitées et inégales selon les territoires. L'association se prononce aussi en faveur de la rénovation des « passoires énergétiques » (cf. p. 17, « En finir avec les passoires énergétiques ! »), ces logements énergivores dans lesquels vivent souvent les plus fragiles. Elle appelle les pouvoirs publics à contraindre les propriétaires à rénover, ou à aider, via un accompagnement social, les propriétaires modestes à le faire. « Mais même si on rénove et que l'on réduit au maximum les factures, rappelle François Boulot, il faudra continuer à aider les plus pauvres car les montants resteront incompatibles avec de faibles revenus. »

Pour épauler les ménages exposés aux impayés, le Secours Catholique s'implique, à travers la convention nationale renouvelée depuis sept ans avec EDF. Elle permet aux bénévoles, formés par l'électricien, ■■■

+ LE POINT DE VUE DE PÉLAGIE

« Tout simplement être bien chez nous »

Pélagie, 39 ans, accompagnée par le Secours Catholique de Toulouse



J'allume les radiateurs un moment puis je les éteins.

« Avec mon conjoint, nous avons acheté un appartement dans un immeuble vieillissant à Toulouse. Le premier hiver, une grosse facture de gaz est arrivée : 500 euros, que nous avons eu du mal à régler car nos salaires sont peu élevés. Le logement se situe en rez-de-chaussée, avec plusieurs fenêtres en simple vitrage et un cellier comportant une bouche d'aération qui laisse s'échapper toute la chaleur malgré nos efforts pour colmater. Du coup, nous essayons de

ne pas trop chauffer et nous empilons les couvertures et les épaisseurs de vêtements. Quand

nos enfants de 12 et 7 ans ont trop froid, j'allume les radiateurs un moment puis je les éteins. Par ailleurs engagée au Secours Catholique, je me suis renseignée auprès du service précarité énergétique. Avec le soutien d'une bénévole, nous sommes en train de monter un dossier pour faire poser des doubles-vitrages, installer des thermostats et créer une fenêtre dans le cellier. Nous n'avons pas hésité, quitte à contracter un petit prêt pour financer le reste à charge : c'est indispensable pour ne plus avoir de factures astronomiques et tout simplement pour être bien chez nous. »

Propos recueillis par C.B.

+ PLUS D'INFOS
Agence nationale de l'habitat : anah.fr

■■■ d'intervenir en urgence quand une famille est menacée de coupure et de négocier un échéancier pour étaler le remboursement des dettes. Certaines délégations, comme celles de l'Hérault et de l'Ariège-Garonne, qui ont également signé une convention locale avec Engie, ont créé un service spécial. « *Nous essayons de voir un peu plus loin que l'aide ponctuelle à la facture, pour ne pas nous contenter de reporter le problème de quelques mois* », explique Geneviève Silberstein, qui chapeaute l'accueil énergie de Montpellier. « *En misant sur la pédagogie et l'accompagnement.* » Un atelier "éco-gestes" a ainsi été mis en place, préalable obligatoire à toute demande d'aide financière. 40 ateliers ont été organisés en 2015, auprès de 250 personnes.

Repli social

En Haute-Garonne, les dossiers, adressés par les travailleurs sociaux, affluent : 768 en 2015, contre 218 en 2011. Ils sont traités techniquement puis "redescendent" dans les équipes locales. Des bénévoles se déplacent alors au domicile des personnes. « *Derrière des impayés d'énergie, on découvre souvent de la solitude, un mal-être familial, une difficulté à gérer un budget...* », observe Marie-Hélène Le Prioux du Secours Catholique. « *Il nous arrive de ne pas prendre en charge la facture, mais d'aider autrement : en orientant vers l'épicerie solidaire, par exemple. Le but n'est pas de donner à fonds perdus.* » La rencontre à domicile permet aussi de détecter, chez les propriétaires modestes, si des travaux de rénovation pourraient alléger la facture, via le programme national "Habiter mieux". « *Je vis seule avec mon fils, dans une ancienne maison de village*, témoigne Sylvie, 45 ans. *Serge, le bénévole qui est venu chez moi, a remarqué des défauts d'isolation. Il m'a parlé du programme. J'ai monté un dossier, et les travaux ont commencé.* » Ce travail de repérage et d'accompagnement de proximité, très demandeur en bénévoles sensibilisés, représente un défi important. D'autant que les situations les plus critiques sont aussi, souvent, les moins visibles. ■

INTERVIEW JÉRÔME VIGNON

« Pour lutter efficacement, ne pas stigmatiser »

Jérôme Vignon, président de l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE), évoque la difficulté des dispositifs actuels à toucher les ménages les plus concernés. L'une des clés réside selon lui dans l'idée de solidarité active entre personnes vulnérables et moins vulnérables pour trouver des solutions communes.

Quel est l'impact de la précarité énergétique sur la situation de pauvreté des ménages ?

Ce n'est pas tant un impact qu'une interaction entre les différentes formes de précarité. On remarque dans les accueils sociaux que les difficultés pour payer son chauffage ou son électricité sont celles qui se manifestent les premières. Et souvent, elles traduisent ou annoncent un état de précarité plus général.

Pourquoi se manifestent-elles les premières ?

Parce que la tolérance par rapport à un non-paiement de facture d'énergie est relativement grande, comparée au non-paiement d'un loyer ou d'un abonnement Internet, par exemple. Et on accumule les retards jusqu'à ce que ce ne soit plus possible et qu'on doive se faire aider. Ainsi, la précarité énergétique est souvent la forme de précarité qui est la plus visible. Et elle continue à croître malgré les mesures prises.

Pourquoi les mesures actuelles ne suffisent-elles pas ?

Des outils comme le "chèque énergie" ou les aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) ont du mal à toucher les foyers les plus en difficulté. On a un noyau de ménages en grande précarité énergétique et, autour, un halo assez vaste - qui va jusqu'au 2^e décile de revenu - de personnes qui ont froid dans leur logement, ou payent trop cher leurs énergies. Jusqu'à présent, nos outils touchent le halo sans réussir à atteindre le noyau. Seulement 10 % des personnes qui déclarent avoir recours à l'Anah sont en grande précarité énergétique.

Comment expliquer cette difficulté à atteindre le noyau ?

On retrouve les mêmes problèmes que pour la question du non-recours aux prestations sociales, et en particulier au RSA activité. Il y a la complexité des démarches et la crainte de la stigmatisation, d'être repéré comme gérant mal ses ressources ou infligeant de mauvaises conditions de vie à ses enfants. Certaines expériences sont menées pour éviter la stigmatisation. L'une des pistes



explorées est celle de la solidarité active entre personnes précaires, non précaires, vulnérables et moins vulnérables, à partir de l'identification d'un problème commun et de la définition de solutions.

La prise de conscience de la précarité énergétique est récente...

En effet. On a eu pendant quelques années le bénéfice d'une espèce de stabilité réelle du prix de l'énergie qui a pu masquer le problème de fond. Et aussi car cette forme de précarité a longtemps été considérée simplement comme un aspect parmi d'autres de la grande pauvreté. Aujourd'hui, on se rend compte que c'est un problème à part entière. Et que s'y attaquer spécifiquement peut même être bénéfique dans la lutte contre la précarité en général.

Pourquoi ?

Parce que c'est un domaine où il est facile de solliciter les capacités des personnes et donc de les rendre actrices de la solution. Par exemple, une fois que les travaux d'isolation sont achevés, on peut former les familles et leur confier la gestion de leur consommation d'énergie. Une fois que les personnes sont dans un processus d'implication personnelle, de reprise de confiance en elles, cela peut faciliter la lutte contre les autres formes de précarité, telles que l'absence d'emploi, de solution de mobilité ou de lien social.

Propos recueillis par Benjamin Sèze

RÉNOVATION

En finir avec les passoires énergétiques !

La France compte pas moins de 7,5 millions de logements très consommateurs d'énergie. Un collectif d'associations dont fait partie le Secours Catholique exhorte l'État à s'engager davantage dans la rénovation.

7,5 millions : c'est le nombre de "passoires énergétiques", c'est-à-dire de logements ayant une étiquette F ou G, parmi les résidences principales du parc privé. Or, d'après l'étude réalisée dans le cadre de la campagne "Rénovons !", un tiers de ces logements "passoires" sont occupés par des ménages modestes en situation de précarité énergétique, qui ne parviennent pas à se chauffer ou à payer leurs factures. De fait, aux yeux d'un collectif d'associations, parmi lesquelles le Secours Catholique, réunies au sein de la campagne "Rénovons !", une solution s'impose : la rénovation des logements mal isolés. C'est d'ailleurs l'ambition de la loi de transition énergétique de 2015 qui prévoit la rénovation énergétique de 500 000 logements chaque année, dont la moitié au bénéfice d'occupants aux revenus modestes. Mais à ce jour il manque une volonté politique suffisante pour atteindre cet objectif. S'appuyant sur une feuille de route et une étude économique, le collectif appelle l'État à appliquer la loi. « *Nous voulons montrer que tout cela est faisable sur dix ans. Il est nécessaire dans notre pays de passer d'une logique curative à une logique préventive* », affirme Danyel Dubreuil, coordinateur de la campagne "Rénovons !".

Un investissement d'avenir

Au-delà de cette solidarité envers les plus démunis (la rénovation permettant aux ménages d'économiser 500 euros par an), les bénéfices sont aussi économiques, sanitaires, environnementaux et sociaux. Les

+ D'INFO

Retrouvez dès le 10 février la feuille de route de la campagne "Rénovons !" sur le site du Secours Catholique : secours-catholique.org

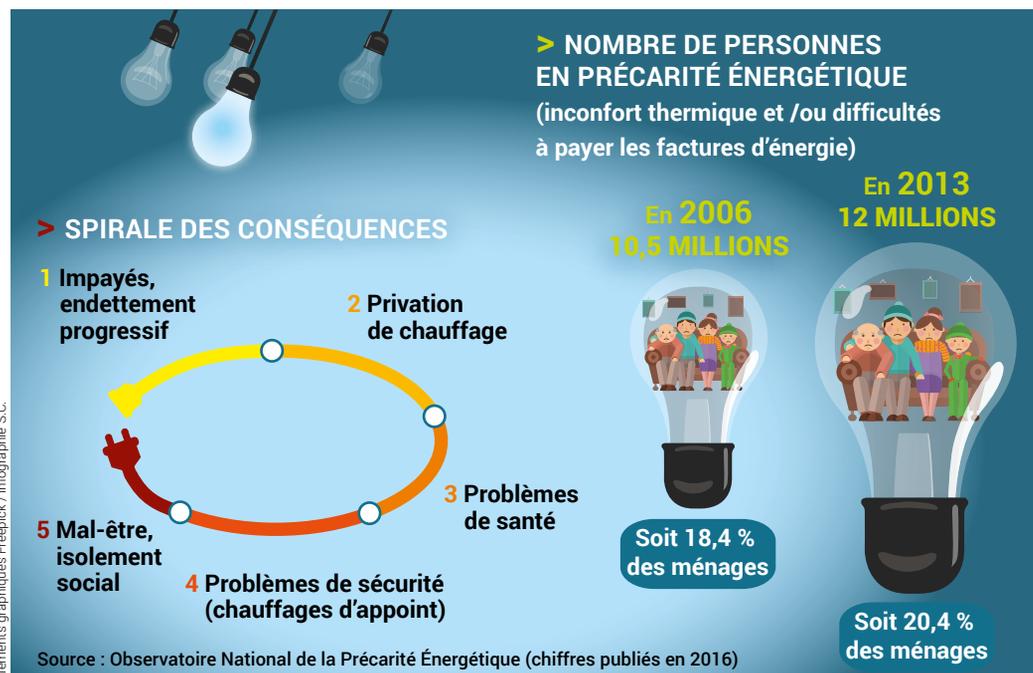
auteurs des rapports montrent en effet que la rénovation permettrait de créer 130 000 emplois d'ici 2025, de réaliser des économies annuelles de 758 millions d'euros dans le système de soins, et de réduire les émissions de gaz à effet de serre (6 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an). Par ailleurs, cette politique entraînerait d'autres bénéfices sociaux difficilement quantifiables comme le renforcement de l'estime de soi, une meilleure réussite scolaire et la productivité au travail. Au total, rénover progressivement ces 7,5 millions de logements d'ici 2025 coûterait 4,7 milliards d'euros par an à l'État. « *Mais si on cumule tous*

les bénéfices économiques, ce plan s'autofinance vingt-trois ans après le début de sa mise en place, soit en 2040. Le jeu en vaut la chandelle », explique Danyel Dubreuil. Pour ce faire, les deux rapports recommandent de mieux cibler les populations les plus vulnérables, d'augmenter les montants de prise en charge des travaux et d'élargir un programme déjà existant : "Habiter mieux".

Ce dispositif national permet de prendre en charge 35 à 50 % des travaux des ménages modestes ou très modestes. De fait, Vincent Perrault, responsable du programme Habiter mieux à l'Anah (Agence nationale de l'habitat), reconnaît qu'il faudrait entreprendre une politique nationale d'envergure : « *Depuis notre création en 2011, nous avons accru le nombre de logements rénovés de 7 000 en 2011 à 50 000 en 2015. Mais pour poursuivre, il faut que les collectivités restent mobilisées sur la rénovation énergétique et que nous disposions d'un budget sur plusieurs années pour pouvoir pérenniser nos aides.* » Encore faut-il que les politiques se saisissent du dossier. Pour l'instant, celui-ci fait figure de grand absent de la campagne présidentielle. ■

Cécile Leclerc-Laurent

La réalité de la précarité énergétique





ISOLEMENT

Avec Denis, reclus contre le froid

Dans les Hauts-de-France, des bénévoles du Secours Catholique – en appui au réseau Éco Habitat – accompagnent des personnes en précarité dans la rénovation thermique de leur maison. Avec, au bout, l'espoir d'un changement de vie. Comme pour Denis.

C'est un pavillon comme tant d'autres dans un lotissement paisible de Coudun, près de Compiègne, dans l'Oise. En dépit du soleil automnal, la maison a un air d'abandon. La faute aux volets de bois brun délabrés et fermés. Un large sourire aux lèvres, Denis, 65 ans, sort pour accueillir Jacqueline, bénévole au Secours Catholique, qui lui rend régulièrement visite en attendant que commence le chantier de rénovation de sa maison. Denis compte parmi les 12 millions de personnes en situation de précarité énergétique.

Le sexagénaire passe ses journées et ses nuits dans son séjour, sur un lit médicalisé. Devant lui, une table basse encombrée d'objets et la télévision, « *allumée en permanence* », précise-t-il. Elle jette des reflets bleutés dans la pièce plongée dans une demi-obscurité. De lourds rideaux masquent les portes-fenêtres. « *Je ne les ouvre jamais car le bois est pourri et les vitres sont très minces* », explique Denis. C'est avec quelques bûches qui brûlent dans la cheminée que Denis réchauffe les 30 m² où il vit reclus. « *J'avais une chaudière au fioul, mais je n'ai plus les moyens de la remplir* », dit-il. Tout l'étage, aménagé sous les combles sans isolation, est inoccupé. Une bâche en plastique obstrue l'escalier, pour tenter d'arrêter l'air froid. Privé d'eau chaude, Denis n'a pas pris de douche depuis des années. L'humidité qui imprègne la maison altère sa santé.

Plombier chauffagiste à son compte, Denis, victime d'un accident du travail, a dû arrêter son activité. « *J'avais encore les traites de la maison à payer et j'ai dû encaisser un divorce* », raconte-t-il. Ces épreuves en cascade l'ont plongé dans une longue dépression. « *Vivre dans le noir, sans personne*



STEVEN WASSEMAR/S.C.-C.F.

sorte que des gens modestes comme Denis bénéficient de travaux pour vivre le plus longtemps possible en autonomie chez eux et recréer du lien social », explique Franck Billeau, fondateur de l'association. Denis va bénéficier de travaux pour environ 25 000 euros : isolation, fenêtres en PVC, ventilation, chaudière à gaz...

Ce sont les équipes du Secours Catholique qui identifient les familles, souvent à l'occasion de demandes d'aide réitérées pour des factures d'énergie impayées. Elles évaluent leur situation financière, leur éligibilité aux dispositifs d'aide à la rénovation et les accompagnent tout au long du projet. « Nos bénévoles créent un climat de confiance indispensable à la réussite du chantier », explique Guy Nécaille, bénévole au Secours Catholique dans l'Aisne et responsable de la commission précarité énergétique. « Je montre à Denis qu'il n'est pas tout seul, je lui redonne motivation et espoir », explique Jacqueline, qui rend visite à Denis toutes les trois semaines et l'appelle le week-end. « Je le maintiens dans l'optique que bientôt, il vivra mieux. ». Car le montage du dossier est long et le découragement peut poindre. Jacqueline épaula aussi Denis dans certaines démarches administratives, comme le dépôt en mairie de la demande d'autorisation pour la pose de nouvelles fenêtres.

Dans son jardin envahi par des herbes hautes, où la carcasse d'une piscine témoigne d'un bonheur familial passé, Denis se remémore « les barbecues sur la terrasse, le barnum installé pour fêter les communions » de ses filles. Il ne vendrait cette maison, qui les a vu grandir, pour rien au monde. Depuis que les travaux sont prévus, il a installé quelques plants de tomates. « Le jour où je pourrai rouvrir mes volets et fenêtres, la lumière entrera. Je respirerai un grand coup et j'aurai la satisfaction de me dire : ça y est, c'est fait, je vais vivre à nouveau ! » ■

Clarisse Briot

« Le jour où je pourrai rouvrir mes volets, je me dirai : je vais vivre à nouveau. »

à qui parler, ce n'est pas une vie », confie-t-il. L'homme s'est littéralement renfermé, les volets clos devenant une protection contre le froid mais aussi contre le monde extérieur. L'une de ses filles passe le voir une fois par mois et lui fait des courses. Il a aussi une aide ménagère. Et Jacqueline. « Elle m'apporte une amitié que je n'avais plus », observe Denis en souriant.

Des travaux en perspective

Une amitié et un soutien moral dans le cadre du projet de rénovation énergétique qui va bientôt changer sa vie. Denis bénéficie de l'appui du réseau Éco Habitat, une association qui, conjointement avec le Secours Catholique, lutte contre la précarité énergétique en facilitant la rénovation de l'habitat pour les propriétaires très modestes. Elle fait le lien entre les financeurs (principalement l'Agence nationale de l'habitat), les opérateurs (bureaux d'études notamment) et les familles éligibles aux diverses aides à la rénovation thermique. « Nous voulons montrer qu'en neuf mois, on peut faire en

+ POUR ALLER PLUS LOIN

> **Johanna Lees, Ethnographier la précarité énergétique : au-delà de l'action publique, des mises à l'épreuve de l'"habiter"** (disponible en ligne : halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01117039/document).

Pendant deux ans et demi, l'auteur a enquêté à Marseille, auprès de ménages touchés par la précarité énergétique. Ces expériences du froid, des coupures de courant incessantes et de la relégation sociale sont selon elle « une mise à l'épreuve de l'"habiter" et donc de l'"être au monde" » des individus.

> **Le site de l'Observatoire national de la précarité énergétique** : onpe.org (définition, chiffres, études et agenda sur cette thématique).

> **Le site du réseau Éco Habitat** : reseau-ecohabitat.fr

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, les prénoms sont modifiés.



APPEL DE GRÉGOIRE

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Une maison glaciale

Depuis 2010, Grégoire, 57 ans, vit avec son fils adolescent dans la maison de ses parents située dans un hameau d'une petite commune. Restée plus de trente ans inoccupée et fermée, l'habitation est dégradée, insalubre et très mal isolée. Dans cette région aux hivers parfois rudes, il peut faire 10 degrés à l'intérieur de l'habitation. À son arrivée, Grégoire avait fait refaire le toit, mais les moyens lui avaient manqué pour continuer la remise en état. Bien accompagné par les services sociaux, il a effectué de nombreuses démarches pour constituer les dossiers nécessaires à l'obtention des aides à la rénovation de l'habitat existantes et souscrit un prêt adapté. Mais malgré tous ses efforts et les subventions obtenues, Grégoire est inquiet car il reste encore à sa charge une somme bien trop élevée pour ses modestes moyens. 5 000 euros lui permettront de boucler son budget travaux et d'avoir enfin, ainsi que son fils, des conditions de vie décentes.

APPEL DE CAMILLE ET BENOÎT

HAUTS-DE-FRANCE

Une boîte de vitesses automatique

Camille et Benoît géraient bien leur budget et leur famille de quatre enfants de 11 à 2 ans, jusqu'à ce que la santé de Benoît exige plusieurs hospitalisations puis une mise en invalidité début 2016. Désormais handicapé et privé d'emploi, Benoît va se reconverter afin

de rechercher un emploi adapté. Dans leur secteur peu desservi par les transports en commun, le véhicule familial est indispensable. Or, en raison de son handicap, Benoît ne peut plus utiliser de boîte de vitesse manuelle. Il lui faut acquérir un véhicule avec une boîte automatique. Camille et Benoît font un apport, contractent un emprunt adapté et vont vendre leur voiture actuelle. Camille, en congé parental, travaillera

dès que possible. En attendant, 2 000 euros manquent encore pour l'achat du véhicule.

APPEL D'OCÉANE

HAUTS-DE-FRANCE

Passer le permis de conduire

Mère de quatre enfants de 11 à 3 ans, Océane, 30 ans, voudrait devenir assistante de vie à domicile. La famille vit en pleine campagne, avec très peu de transports en commun. Pour son projet professionnel et sa vie familiale, et pour rompre l'isolement, Océane voudrait passer le permis de conduire. Elle a financé elle-même une partie des cours de conduite, mais son faible budget l'a obligée à les suspendre. Son compagnon, quant à lui, ne perçoit qu'un petit revenu irrégulier et ne peut guère l'aider. 700 euros permettront à Océane de terminer sa préparation au permis.

APPEL D'IRIS

NOUVELLE-AQUITAINE

Payer la formation

Après un travail en CDD, Iris, maman d'un enfant de 1 an, n'a pas retrouvé d'emploi. Elle s'est

tournée alors vers une formation d'une durée de deux ans qui devrait lui permettre de renouer avec l'emploi dans un secteur qui la motive. Cette formation se déroulera en partie par correspondance et en partie sous forme de stages. Seule pour élever son enfant et dans une situation financière précaire, Iris n'est pas en mesure d'assumer le coût de sa formation malgré l'intervention d'une institution. Une aide de 3 020 euros lèvera l'obstacle financier et permettra à cette jeune famille de préparer l'avenir.

APPEL DE STÉPHANE

OCCITANIE

L'électricité du mobile home

Stéphane vit avec son fils de 17 ans dans un mobile home. Grâce à un microcrédit qu'il rembourse régulièrement, il dispose d'un raccordement au réseau d'eau potable. Il doit maintenant régulariser l'alimentation en électricité du mobile home, soit une facture de 1 200 euros. Or malgré la rigueur de sa gestion, le petit revenu précaire de Stéphane ne lui permet pas de régler cette somme.



PROJET INTERNATIONAL

Venezuela : l'accès à la santé facilité

Une crise économique, sociale et sanitaire ravage le pays. L'extrême pauvreté s'étend, les habitants ont faim.

La Caritas vénézuélienne est sur le pied de guerre dans quatre districts du pays face à la pénurie de médicaments, de vaccins et de traitements chirurgicaux. Le projet qu'elle anime depuis septembre dernier et jusqu'en février vise à améliorer l'accès à la santé des plus démunis. « Il permet d'évaluer régulièrement l'impact de la crise à l'échelle nationale et locale, et il renforce les capacités de prévention et de gestion des organisations liées au réseau de santé de Caritas », explique la Caritas. En outre, il garantit la distribution de vivres, de médicaments et de kits d'hygiène à des centres communautaires. Le projet est finan-



cé par le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (Echo) à hauteur de 300 000 euros, par la Coopération suisse pour 200 000 euros et par le Secours Catholique, qui apporte 5 000 euros. ■

GRÂCE À VOUS...

Les "coups de pouce" permettent à de nombreuses familles et personnes isolées de rebondir grâce à votre générosité. Cinq de ces coups de pouce sont chaque mois publiés dans Messages. En vous appelant à l'aide, ils témoignent aussi des réalités auxquelles sont confrontées les personnes rencontrées chaque jour par les équipes du Secours Catholique. Aides exceptionnelles, complémentaires à celles de nos délégations, dans le cadre de notre politique des secours, les coups de pouce interviennent au cours d'un accompagnement individuel et dans la durée effectué par les bénévoles de l'association. Ils sont l'ultime recours lorsque toutes les recherches de solutions et les démarches entreprises n'ont pu aboutir. Les coups de pouce représentent toujours un moment décisif qui marque pour beaucoup la fin d'une période très difficile et l'ouverture d'un chemin vers la réinsertion, la confiance et la reprise en main de leur vie. C'est grâce à vous que les situations présentées peuvent trouver un dénouement heureux ou encourageant, et nous vous en remercions chaleureusement. ■

+ LE SAVIEZ-VOUS ?

Un soutien pérenne

Parmi les différentes façons de soutenir nos actions, il en est une qui nous permet de les pérenniser : le don régulier par prélèvement automatique.

Aujourd'hui, de nombreuses personnes utilisent ce mode de versement : pour leurs impôts, leurs fournisseurs d'énergie, de téléphonie... Alors pourquoi pas pour exprimer leur générosité ? Vous le savez, les actions que nous menons s'inscrivent dans la durée depuis plus de soixante-dix ans. L'aide que nous apportons aux personnes n'est pas ponctuelle. C'est pourquoi il est important que vous soyez chaque jour à nos côtés. Beaucoup d'entre vous sont attachés à l'acte de don et au sentiment d'être libres de faire un don lorsqu'ils le désirent. Pourtant le don régulier présente beaucoup d'avantages.

Pour vous, donateur : vous répartissez le montant de votre don sur toute l'année. Vous ne recevez plus de relances du Secours Catholique. Vous conservez la liberté de choisir le montant et la périodicité de vos dons, que vous pouvez modifier, suspendre ou arrêter par simple lettre ou appel téléphonique à Élodie Lesage, au : 01 45 49 73 50.

Pour nous : les économies de coûts sur l'envoi des courriers et une diminution des frais de traitement des dons nous permettent d'en optimiser l'efficacité et de mieux planifier nos actions menées sur la durée.

Pour les personnes accueillies : grâce aux économies réalisées, c'est plus d'aide accordée, de suivi et d'accompagnement réalisés.

Ainsi, les personnes qui souhaitent nous soutenir par prélèvement automatique peuvent utiliser le bon de soutien joint à Messages.

Merci à tous de votre soutien !

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon, accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique, à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Venezuela : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 719 : €

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Grégoire : €
- l'appel de Camille et Benoît : €
- l'appel d'Océane : €
- l'appel d'Iris : €
- l'appel de Stéphane : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 530 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



▲ Le retour de l'enfant prodigue de Félix Boisselier, l'Aîné

ÉVANGILE LUC 15, 11-32

Jésus dit : « Un homme avait deux fils. Le cadet dit : "Père, donne-moi la part qui me revient." Le père leur partagea ses biens. Il partit pour un pays lointain où il dilapida sa fortune en menant une vie de désordre. Il alla s'engager auprès d'un habitant, qui l'envoya garder les porcs. Il aurait bien voulu se remplir le ventre avec ce que mangeaient les porcs, mais personne ne lui donnait rien. Il se dit : "Les ouvriers de mon père ont du pain et moi je meurs de faim ! Je me lèverai, j'irai vers mon père et lui dirai : Père, j'ai péché contre le ciel et envers toi." Son père l'aperçut de loin, courut se jeter à son cou et dit aux serviteurs : "Vite, apportez le plus beau vêtement, tuez le veau gras, festoyons, car mon fils était mort et il est revenu à la vie." Le fils aîné était aux champs. Un serviteur lui dit : "Ton frère est arrivé, et ton père a tué le veau gras, car il l'a retrouvé en bonne santé." En colère, il refusait d'entrer. Son père sortit le supplier. Il répliqua : "Je suis à ton service sans avoir jamais transgressé tes ordres, et jamais tu ne m'as donné un chevreau pour festoyer avec mes amis. Mais, quand ton fils est revenu après avoir dévoré ton bien avec des prostituées, tu as fait tuer pour lui le veau gras !" Le père répondit : "Toi, mon enfant, tu es toujours avec moi, tout ce qui est à moi est à toi. Il fallait se réjouir ; ton frère était mort, et il est revenu à la vie !" »

« C'est la fête de la vie qui continue »

PAR BERNARD, CLAUDINE, JOSETTE, HONORINE, JÉRÔME, JOSETTE, JULIENNE, MICHEL, MICHELLE, PIERRE, SOPHIA, ELMA, ANITA, ANNE-SOPHIE, ÉTIENNE, GILLES, GRÉGORY, MARYVONNE.

“ Le père lui avait déjà tout donné. ”

« C'est mon histoire. J'ai demandé la fortune à mon père quand je suis parti pour la France, et mon père m'a pardonné et m'a aidé. »
« C'est comme mon papa, je lui ai fait mal mais il m'a accueilli. »
« J'ai joué le fils cadet et j'ai ressenti quatre sentiments différents. Au départ, beaucoup d'insouciance sans penser au lendemain. Ensuite le plaisir de l'instant. Puis la solitude quand il a eu faim. Enfin l'accueil du Père. Ce qui m'a surpris, c'est que l'aîné avait une colère très physique, j'ai reçu comme des coups. Et il y a eu le réconfort final. Toute l'équipe était centrée sur moi, le père, les serviteurs et même le frère aîné. »

« J'ai pensé aux migrants qui partent en Europe faire fortune et ce n'est pas ce qui se passe. Pour revenir, il a dû s'humilier devant son père, c'est très difficile. »
« Il tombe très bas, au niveau des cochons. Il dit que personne ne lui donnait rien. Il n'aurait eu qu'à prendre la nourriture des cochons, mais il souffre parce que personne ne lui donne. Il est seul. Il n'a personne. »
« Il n'avait plus d'orgueil en lui, après avoir fait ses bêtises et être tombé dans la misère. Il demande pardon et il a une deuxième chance. »
« J'ai des enfants et je trouve que vraiment je leur ai tout donné. Mais deux d'entre eux font comme si je

n'étais plus rien pour eux. Je n'ai pas de récompense. Je suis un peu en colère comme le fils aîné. Cela m'a fait réfléchir. »

« Quand ma fille est partie pour la première fois à Marseille, il fallait bien qu'elle fasse sa vie. Et je l'ai accueillie quand elle est revenue. Mais je comprends le fils aîné. »

« Il n'a pas compris que tout ce que son père possède est à lui. Il est resté dans l'idée qu'il doit lui donner des choses, alors qu'il lui a déjà tout donné. »

« Le père est adorable. Il ne réfléchit pas. Il voit que son fils est vivant, alors il fait la fête de la vie qui continue. On peut pardonner et donner une deuxième chance aux enfants. C'est le pardon qui doit toujours agir. » ■

✚ LA MÉDITATION DE DOMINIQUE FONTAINE, AUMÔNIER GÉNÉRAL

Une lecture de l'Évangile vraiment incarnée



E. PERRIOT / SC-CF

Il y a de multiples façons de lire en groupe l'Évangile. Mais on voit bien que la méthode de l'Évangile incarné qu'a utilisée le groupe de la fraternité de la Pierre d'angle est une source étonnante de découvertes. Avant de voir Dieu dans le père de la parabole, on ressent profondément les sentiments de chaque personnage du récit, qui font remonter des expériences vécues, difficiles ou heureuses. Pour les personnes du groupe, l'Évangile devient leur histoire. Et les uns et les autres se répondent et se reconnaissent. Ils en arrivent même à se découvrir solidaires

de la quête éperdue des migrants qui partent pour des pays lointains. Comme très souvent dans leur réflexion, le pardon arrive alors comme le cœur de la démarche. Et à la fin, ils contemplent à travers ce « père adorable » Celui qui leur ouvre les bras et qui les invite à la « fête de la vie qui continue ».

➤ LE GROUPE DE PAROLE

Membre du réseau Saint-Laurent, la fraternité de la Pierre d'angle regroupe des personnes du quart monde et d'autres qui les rejoignent. Le groupe de Paris se réunit autour de la prière et de la Parole de Dieu. Il a utilisé la méthode de "l'Évangile incarné". On lit le récit, puis on le joue en "incarnant" chacun un personnage ; ensuite on partage ce qu'on a compris et ressenti.

✚ Contact
caillauxjcm@free.fr
Site : www.lapierredangle.eu

TÉMOIGNAGE

Construire des liens contre la précarité



Yoann Leriche

27 ans

Bénévole à la délégation de Paris, en formation professionnelle.

Après des années comme agent commercial dans la grande distribution, j'ai décidé de changer de métier. Début 2016, j'ai proposé mes services de bénévole à la délégation parisienne du Secours Catholique pour découvrir une activité plus centrée sur l'humain. Cinq mois durant, j'ai assuré la mission que m'a confiée la maison Caritas La Chapelle, dans le 19^e arrondissement, auprès d'un petit groupe de cinq migrants. J'ai dispensé quatre fois par semaine des cours d'une heure et demie d'apprentissage du français langue étrangère. S'improviser professeur, sans formation d'enseignant et sans expérience, m'a demandé un certain courage, mais j'en ai été largement récompensé par la reconnaissance que mes "élèves" m'ont exprimée. J'ai éprouvé le sentiment de les avoir fait progresser. Aujourd'hui, j'ai eu l'opportunité de me

former à l'animation socio-éducative ou culturelle à la délégation. Depuis octobre, je travaille d'une part sur le diagnostic des attentes des habitués de la maison Caritas et observe la mise en place d'actions qui les rassemblent. Nous avons notamment développé un conseil de maison au cours duquel 30 participants peuvent exprimer leurs désirs, parler de leurs rêves et dire leurs talents.

Faire ensemble, apprendre, chanter, peindre, rire, grandir, voilà vers quoi tournent les mille idées qui me trottent dans la tête pour contribuer à la lutte contre l'exclusion, contre l'isolement des plus fragiles et, tout en apprenant mon futur métier, construire avec les plus nombreux des liens, leur implication dans la société. ■

Propos recueillis par Marie-Hélène Content

VOUS AUSSI

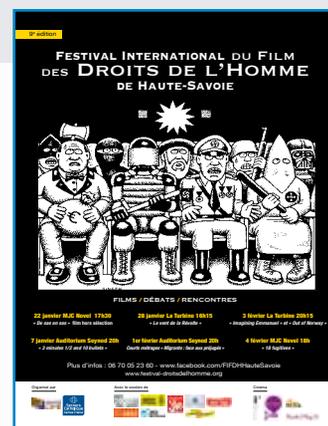
Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.

Contactez la délégation la plus proche de votre domicile.
www.secours-catholique.org/implantations

Agenda

**JANVIER
FÉVRIER 2017**

Festival international du film des droits de l'homme (FIFDH)



Six bureaux locaux du Secours Catholique-Caritas France organisent de janvier à février en régions, avec leurs partenaires, le Festival international du film des droits de l'homme. Les films présentés, suivis de débats animés par des experts de l'association, abordent des questions brûlantes : migrations, environnement, démocratie en Afrique, conflit israélo-palestinien, condition de la femme, traite des êtres humains, guerre au Sud-Soudan ou encore violences armées aux États-Unis.

- > **Nîmes** : du 16 du janvier au 27 janvier 17.
- > **Pays de l'Adour** : du 6 février au 10 février 17.
- > **Aix-en-Provence** : du 30 janvier au 12 février 17.
- > **Haute-Savoie** : du 22 janvier au 5 février 17.
- > **Gironde** : du 6 janvier au 27 janvier 17.
- > **Haute-Normandie** : du 3 février au 13 février 17.

Plus d'information sur :
festival-droitsdelhomme.org

FACEBOOK



Faites avancer la lutte contre la pauvreté

Plus de 22 000 personnes "engagées numériquement" se retrouvent tous les jours sur la page Facebook du Secours Catholique. À votre tour, suivez et relayez les actions et initiatives de l'association. "Likez" et proposez à vos "amis" de liker la page. Objectif : 25 000 fans avant Pâques ! Tous ensemble, nous pourrions faire reculer la pauvreté en France et dans le monde.

www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france

À LIRE

Sur les chemins du Serviteur



Délégué épiscopal à la solidarité dans le Var, Gilles Rebèche s'interroge : comment se mettre au service de l'autre ? Pour un chrétien, que signifie "servir son frère" ? Du diacre Philippe au Samaritain en passant par l'apôtre Paul, il approfondit la figure du Serviteur.

Gilles Rebèche, Sur les chemins du Serviteur, Éditions de l'Atelier, 2016.

